

Convention collective

**IDCC : 9374. – EXPLOITATIONS D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE
(Indre-et-Loire)
(6 janvier 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 10 février 1970)

AVENANT N° 76 DU 1^{ER} JUIN 2012

NOR : AGRS1297192M
IDCC : 9374

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles CR ;
L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA,

D'une part, et

La fédération générale de l'agriculture CFDT ;
L'union départementale des syndicats CFTC ;
La fédération agroalimentaire de l'agriculture FO ;
La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le cadre de la recodification du code du travail (ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, ratifiée par la loi n° 2008-67 du 21 janvier 2008), les articles de la convention collective sont modifiés de la manière suivante :

- remplacer, dans l'article 3, la mention du titre III du livre I^{er} du code du travail par le titre II du livre II de la 2^e partie du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 6, la mention relative au titre IV du code du travail par la mention « 2^e partie, livre III et livre IV du code du travail » ;
- remplacer, dans l'article 10.2, l'article L. 22-20-1 du code du travail par l'article L. 3142-73 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 10.3, les articles L. 122-25-2 et L. 122-26 du code du travail par les articles L. 1225-1 à L. 1225-8 du code du travail ;
- remplacer, dans le tableau de l'article 15, 2^e ligne de la 3^e colonne, l'article D. 117-1 du code du travail par l'article D. 6222-26 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 31, 2^e alinéa, l'article L. 122-3-8 du code du travail par les articles L. 1243-1 à L. 1243-4 du code du travail ;

- remplacer, dans l'article 31, 4^e alinéa, l'article L. 122-3-4 du code du travail par l'article L. 1243-8 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 32 point 2.1, les articles L. 122-9 et R. 122-1 du code du travail par les articles L. 1234-9 et R. 1234-1 à R. 1234-4 du code du travail.

Article 2

Les termes « service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » ou « inspecteur du travail ou chef de service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés soit par « l'unité territoriale de la DIRECCTE », soit par « le directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE », soit enfin par « inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » dans les articles suivants :

- article 2, 4^e alinéa, remplacer par « l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 5, remplacer « le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » par « le directeur ou son représentant de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 5 *bis*, 3^e alinéa, remplacer « le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » par « le directeur ou son représentant de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 5 *bis*, 4^e alinéa, remplacer « le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » par « l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 7, remplacer « le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE ».

Article 3

Les articles suivants sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. L'article 8 est modifié de la manière suivante :

« Le délai de prévenance applicable en cas de rupture de la période d'essai est fixé comme suit :

A l'initiative de l'employeur :

- 24 heures quand le temps de présence est en deçà de 8 jours ;
- 48 heures quand le temps de présence est compris entre 8 jours et 1 mois ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

A l'initiative du salarié :

- 24 heures si la durée est inférieure à 8 jours ;
- 48 heures pour une durée supérieure à 8 jours. »

2. L'article 16 est supprimé.

3. L'article 45 est modifié comme suit :

« Une trousse de secours de première urgence doit être tenue en permanence à la disposition du personnel. »

Fait à Tours, le 1^{er} juin 2012.

(Suivent les signatures.)